

Conjoncture mensuelle au 1^{er} février 2019

Le mois de janvier se caractérise par une baisse des températures, particulièrement marquée sur la dernière décade. L'écart à la normale enregistré est de - 1°C, au niveau régional comme national. Ces conditions sont favorables pour terminer les derniers semis. L'activité sur les marchés de fruits et légumes est lente à cause d'une demande faible et des chutes de neige et du verglas qui perturbent la circulation.

Pour les filières animales, l'activité d'abattage est en hausse pour les filières bovine et ovine. La situation reste difficile sur le marché du porc. Les collectes de lait suivent les tendances saisonnières, à la baisse pour le lait de vache et de chèvre, à la hausse pour le lait de brebis.

GRANDES CULTURES



Des implantations terminées mais tardives

L'ensemble des semis sont réalisés sur la région.

À l'ouest de l'Occitanie, les implantations des cultures sont globalement bonnes. Le froid de ce début d'année ralentit leur cycle et freine le développement végétatif. Les températures froides sont bénéfiques. Elles permettent de détruire les parasites et protègent, entre autres, les céréales des attaques de pucerons vecteurs de la jaunisse nanisante de l'orge, (dont les symptômes ne sont toujours pas perceptibles). La campagne débiterait favorablement sur le bassin Midi-Pyrénées.

À l'est de l'Occitanie et en zone méditerranéenne, les céréales d'hiver sont implantées tardivement. Le travail des terres et les semis ne reprennent qu'en décembre et début janvier en raison des sols gorgés d'eau et des intempéries dans l'Aude. Les surfaces en céréales diminueraient fortement sur ce secteur en raison de la mauvaise campagne précédente, des facteurs économiques défavorables et des difficultés d'implantation.

À l'est de l'Occitanie et en zone méditerranéenne, les céréales d'hiver sont implantées tardivement. Le travail des terres et les semis ne reprennent qu'en décembre et début janvier en raison des sols gorgés d'eau et des intempéries dans l'Aude. Les surfaces en céréales diminueraient fortement sur ce secteur en raison de la mauvaise campagne précédente, des facteurs économiques défavorables et des difficultés d'implantation.

LAITUE



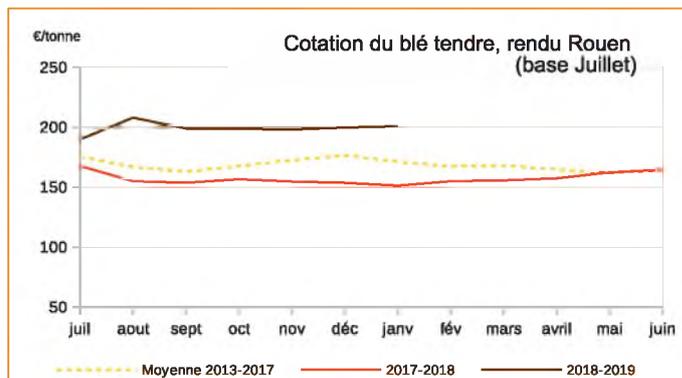
Une offre restreinte

Le mois de janvier débute sur une demande très correcte. Comme chaque année, elle se tasse dès la deuxième semaine en contre-coup des fêtes mais aussi à cause de la période de soldes qui défavoriserait la consommation de produits frais.

Les problèmes de météo hivernale perturbent le trafic routier et posent des problèmes de livraison mais aussi limitent les déplacements des clients dans les départements impactés par les chutes de neige et le verglas.

La faiblesse de l'offre permet de limiter la baisse des prix qui restent toujours nettement supérieurs à la moyenne quinquennale.

Cotations du blé tendre stables mais à un niveau élevé par rapport à la campagne passée

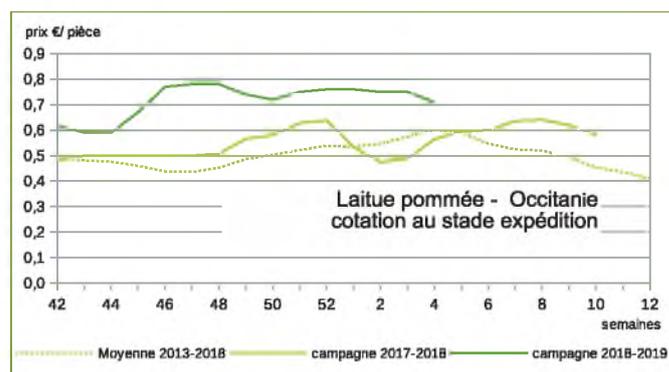


Source : FranceAgriMer, La dépêche

En Occitanie, la baisse de surfaces en blé dur se confirme au profit de l'orge, du blé tendre et des blés améliorants ou de force. L'utilisation de semences de ferme est une pratique qui continue à s'étendre, cette année encore.

La première moitié de la campagne de commercialisation des blés tendres meuniers 2018/2019 s'achève sur des cours haussiers au niveau mondial comme national en raison d'un essoufflement de l'offre (diminution du rythme des exportations russes).

Maintien des cours à un niveau élevé par rapport à la campagne précédente



Source : RNM-FranceAgriMer

POMME

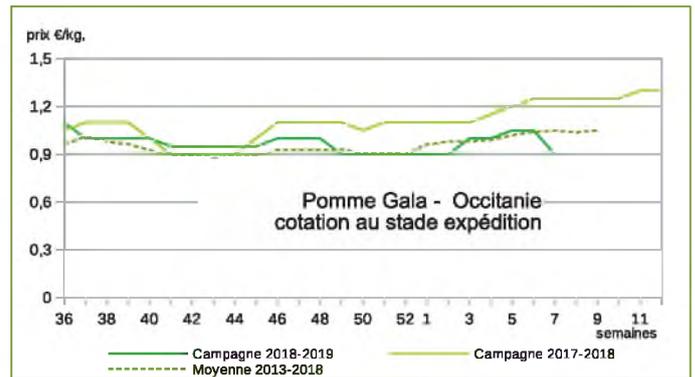


Marché lent

Le regain d'activité constaté avec la fin des vacances de Noël et la reprise des collectivités ne se poursuit pas. En effet, le marché retrouve un rythme irrégulier avec une demande qui se contente d'honorer ses commandes, et qui gère ses apports au gré de l'écoulement. Cette situation est à l'origine d'une stabilité des cours sur l'ensemble du mois. On note des difficultés d'écoulement sur les variétés Gala, Golden, Granny et rouges tant sur le marché intérieur qu'europpéen. Le rythme de déstockage sur le Grand Export est

un peu plus soutenu mais ralentit en fin de mois. Globalement le marché est lent avec un tout petit rythme régulier, les cours sont reconduits face à une demande peu évolutive.

Cours difficilement reconduit face à une demande peu évolutive



Source : RNM-FranceAgriMer

VITICULTURE



Marché dynamique en vins rouges

Après un début de campagne marqué par la faiblesse des volumes en stock à commercialiser et une activité soutenue sur les vins rosés et blancs, le marché s'active maintenant sur les vins rouges, pour retrouver des volumes commercialisés comparables à ceux de l'an dernier.

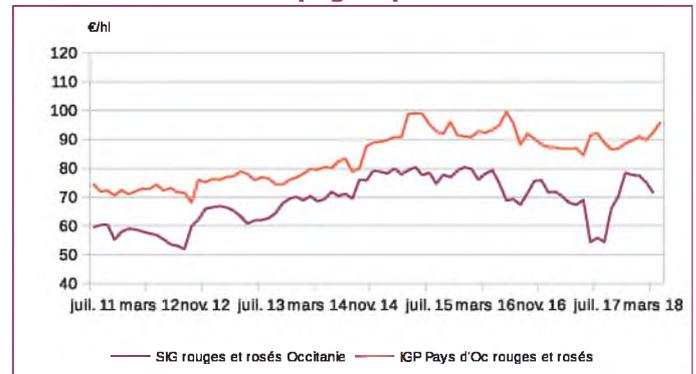
Ainsi fin janvier, le total des affaires enregistrées en Occitanie sur l'ensemble des vins sans IG et IGP toutes couleurs est de 5 243 000 hl soit à peine 1,2 % de moins que lors de la campagne antérieure à même

période. Le retard de commercialisation qui existe toujours sur les vins sans IG et les IGP rouges est compensé par les nombreuses transactions sur les vins IGP rosés.

Compte tenu des disponibilités régionales de campagne comparables à celles de l'an dernier, la tendance sur les cours confirme une stabilité des prix moyens par rapport à la campagne précédente, en particulier sur les IGP.

On peut rappeler le démarrage de campagne plus rapide sur le département du Gard, où la proximité avec

Stabilité des prix moyens par rapport à la campagne précédente



Source : FranceAgriMer

la région Provence dynamise les transactions en vins rosés, avec ou sans IG, à des prix en progression. Il faut noter que le marché des vins biologiques qui représente environ 3 % du marché total se caractérise par une forte demande avec des disponibilités en baisse et une forte hausse des prix (16 à 18 %) sur l'an dernier. Ainsi 133 000 hl de vins IGP Bio ont été commercialisés à un prix moyen de 168,8 €/hl.

BOVINS DE BOUCHERIE



Maintien des cours

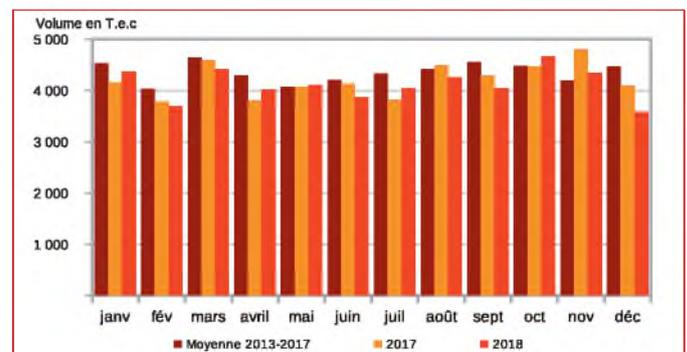
En décembre 2018, les abattages de gros bovins sont en net repli au niveau régional comme national, principalement du à une baisse du nombre de vaches abattues. Sur un an, les abattages régionaux de vaches reculent de 2,8 % en têtes et 2,2 % en poids, soit 4 000 vaches en moins abattues par rapport à 2017.

Les apports modérés permettent d'éviter un décrochage du marché sur la fin de l'année. Le cours* moyen de la vache de réforme mixte de type « O » pour le bassin Grand sud s'affiche à 3,17 €/kg carcasse en décembre 2018 et 3,24 €/kg carcasse en janvier, légèrement supérieur à 2017 pour ce même mois.

Avec 9 600 veaux produits en décembre 2018 en Occitanie, les abattages sont stables par rapport à décembre 2017. Face à une demande limitée, et à des retards d'enlèvement des veaux, les abattages se font à un rythme ralenti.

* au stade entrée abattoir

Abattages régionaux de vaches en retrait de 2,8 % en 2018 rapport à 2017



Source : FranceAgriMer

En cumul annuel, les sorties régionales de veaux ont reculé de 4,4 % (2,1 % en France). Dans ce contexte, les cours suivent la hausse saisonnière pour toutes les catégories. En décembre, le cours moyen du veau non élevé au pis, pour le bassin Grand Sud, pointe à 7,33 €/kg carcasse en léger retrait par rapport à décembre 2017.

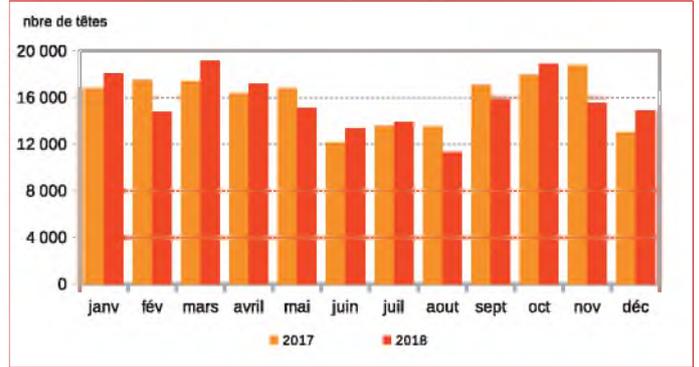
BROUTARDS



Demande soutenue

Avec plus de 13 000 animaux exportés depuis les exploitations d'Occitanie en décembre, les ventes régionales retrouvent les niveaux de décembre 2017. Sur l'ensemble de l'année 2018, les exportations totales de broutards sont en retrait de 1,6 % par rapport à 2017, soit 3 000 animaux en moins. Ces replis sont la conséquence de la baisse des demandes italienne et espagnole, et de l'interruption des ventes vers l'Algérie durant plusieurs mois, au deuxième semestre. Toutefois, la demande régulière vers l'Italie ainsi que la réouverture du marché algérien soutiennent les cours des bovins maigres sur l'ensemble de l'année 2018.

Exportations régionales de broutards en baisse de 1,6 % en 2018 par rapport à 2017



Source : FranceAgriMer

OVINS



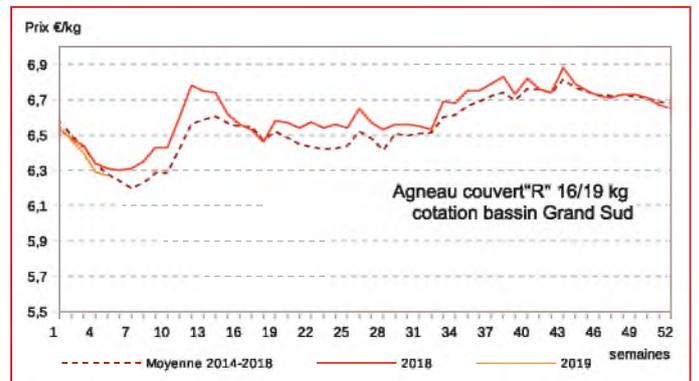
Hausse des abattages

En décembre 2018, avec plus de 72 000 têtes, les abattages d'agneaux dépassent de 3,5 % le niveau de décembre 2017. Les abattages d'ovins de réforme quant à eux baissent de 10,5 %. Sur l'année, les volumes d'agneaux abattus progressent de 2 % alors que ceux d'ovins de réforme baissent de 3,5 % au niveau régional et progressent de 0,8 % au niveau national. Le cheptel ovin occitan en majorité laitier (bassin de Roquefort et bassin d'Osso-Iraty) décapitalisent moins que le niveau national.

Face à une consommation française qui continue de s'éroder, la hausse des abattages maintient une pression sur les cours en fin d'année. À 6,69 €/kg carcasse, le cours* moyen de l'agneau couvert « R » pour le bassin Grand Sud perd 10 centimes d'euro par rapport à décembre 2017. En janvier 2019, il démarre en baisse conformément aux années précédentes.

* au stade « entrée abattoir »

Baisse saisonnière des cours de l'agneau de boucherie



Source : FranceAgriMer

PORCINS



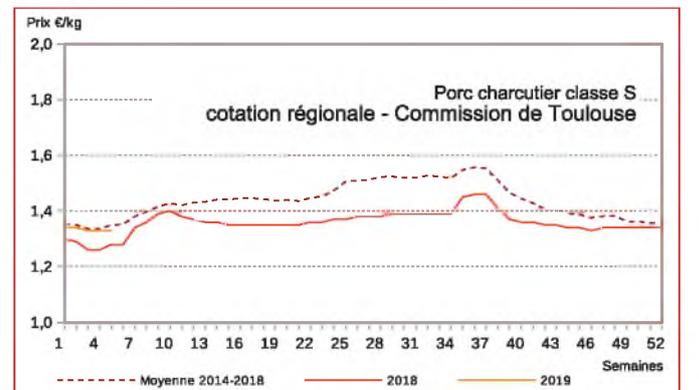
Cours du porc stable

En 2018, les abattages de porcs charcutiers restent quasiment stables, en têtes et en poids, par rapport à 2017, au niveau national comme régional. La dynamique nationale du marché porcin, relancé à partir d'octobre par la hausse des exportations vers l'Asie, ne suffit pas pour favoriser la remontée des cours. En France comme dans l'Union Européenne, les prix sont bridés par la forte concurrence internationale, notamment américaine, en termes de niveaux de prix et d'apports de volumes.

Sur l'ensemble de l'année 2018, le cours* moyen du porc charcutier Sud-ouest s'établit à 1,36 €/kg carcasse. Il est inférieur de 0,18 €/kg à celui de 2017 et de 0,14 €/kg à la moyenne 2013-2017.

* au stade « entrée abattoir »

Cours du porc charcutier reste bas en 2018



Source : FranceAgriMer

LAIT DE VACHE



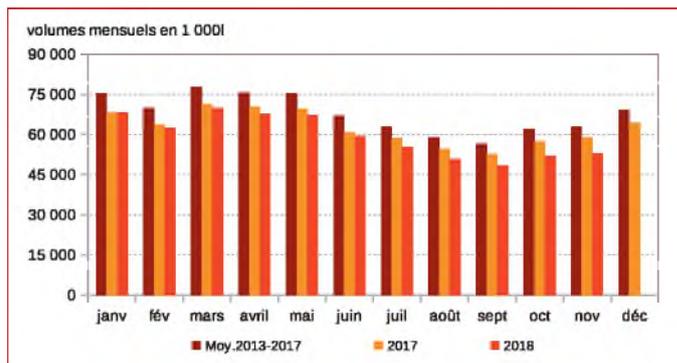
La collecte recule encore

Avec 59,5 millions de litres de lait, les livraisons régionales de lait de vache restent en retrait en décembre de 7,6 % par rapport à décembre 2017. Le recul des livraisons occitanes est antérieur à l'épisode de sécheresse qui a par ailleurs pénalisé la production laitière nationale. Sur l'ensemble de l'année, les livraisons baissent de 4,9 % par rapport à 2017, soit 31,8 millions de litres de lait. Elles reculent plus fortement sur la période août-décembre

(- 8,5 %) contre (- 2,5 %) pour la période janvier-juillet.

Le prix moyen payé au producteur s'établit à 343 €/1000 litres en décembre, au même niveau qu'en 2017 pour ce même mois. Le prix moyen pour 2018, s'établit à 334,6 €/1000 litres. À ce niveau, il est supérieur de 24 €, soit + 7,5 % par rapport à la moyenne triennale 2015-2017 et de 2,2 % par rapport à 2017.

La collecte s'oriente plus largement à la baisse à partir du mois d'août



Source : FranceAgriMer

LAIT DE BREBIS

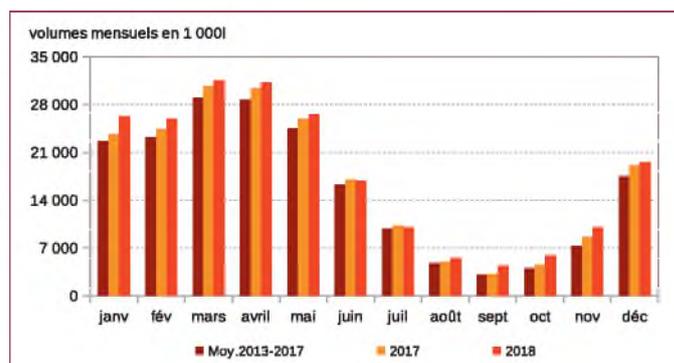


La collecte mensuelle marque le pas

Après quatre mois consécutifs de hausse (août – novembre 2018) par rapport à la même période 2017, la collecte laitière de décembre reste dans la normale avec plus de 19 millions de litres de lait collectés. En cumul sur 2018, la collecte de lait de brebis progresse de 5,4 % par rapport à 2017, soit 10 millions de litres de lait en plus. Elle progresse que de 2,7 % sur le bassin Sud-Ouest où les élevages sont de plus petite taille.

À 954 €/1000 litres, le prix moyen du lait 2018 reste supérieur à 2017 de 3,6 % et à la moyenne 2013-2017.

Livraisons de lait de brebis en hausse de 5,4 % en 2018 par rapport à 2017



Source : FranceAgriMer

LAIT DE CHEVRE

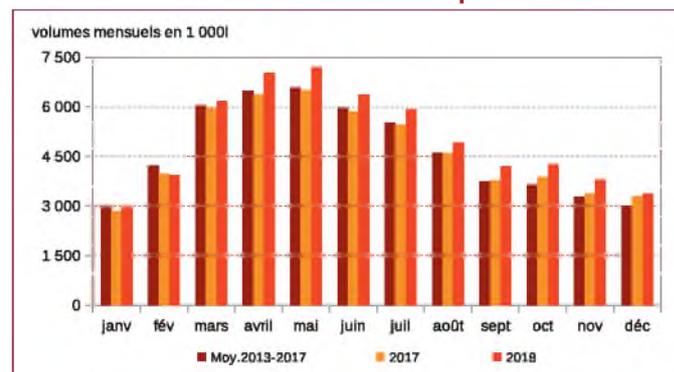


Niveau de collecte plus élevé que la normale

En décembre 2018, la collecte de lait de chèvre se stabilise par rapport à décembre 2017. En cumul annuel, elle est estimée à 60 millions de litres, en hausse de 7,6 % par rapport à l'an passé.

Le prix du lait de chèvre à teneurs réelles s'élève à 749 €/1000 litres, en hausse de 16 €/1000 litres par rapport au mois de décembre 2017. À 674,5 €/1000 litres, le prix moyen du lait en 2018 reste légèrement supérieur à 2017 de + 1 %.

Livraisons de lait de chèvre suivent la tendance saisonnière mais un niveau plus élevé



Source : FranceAgriMer